

Non, le libéralisme n'est pas social par essence

LAURENT UYTTERSROT

Doctorant en science politique (ULB), membre du Mouvement Réformateur, précédemment indépendant en personne physique

ans l'Echo du samedi 13 décembre, le MR, par l'intermédiaire de son président, a soutenu que «par essence le libéralisme est social» et qu'il n'est pas «pour accoler le mot social derrière le mot libéralisme». Mon parti y a défini sa conception du libéralisme: «développer l'économie et créer de l'emploi pour pérenniser le modèle social qui est le nôtre» et a affirmé qu'il n'y a pas «besoin d'adjectif derrière libéralisme» et qu'il faut «faire évoluer l'ensemble de la doctrine». Le président de mon parti a également dit par l'entremise de la Libre Belgique que le «libéralisme est éminemment social».

Économiquement parlant, le libéralisme social veut autonomiser les individus notamment par des politiques de redistribution des richesses produites par les entreprises. Si l'on considère que «redistribution» est synonyme de correction d'inégalités produites, par essence, par la liberté accordée à l'entreprise privée, alors redistribution ne veut pas dire augmentation des quotités exemptées d'impôt.

Le sens du mot «redistribution»

Redistribuer n'est pas synonyme de diminuer les impôts des ménages. Redistribuer ne veut pas dire: demander aux ménages de contribuer moins, car, demander à un ménage de payer 2250 euros au lieu de 2500 euros de contributions n'indique en rien que cette diminution de perte du pouvoir d'achat va se traduire en consommation, ce qui, pour les ménages, est bien le sens du mot «redistribution».

Bien au contraire, une politique redistributive vise à ce que l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages se traduise rapidement en consommation et cela ne peut se faire qu'en augmentant le revenu des ménages (et donc pas en diminuant l'impôt) en s'assurant qu'il s'agit d'un revenu libéré stratégiquement au moment où les ménages sont les plus enclins à consommer car, somme toute, procurer une augmentation de revenu aux ménages en période de fêtes ou en période de soldes laisse fortement à penser que ce pouvoir d'achat revu à la hausse se transforme en consommation. Ce qui n'est évidemment pas la même chose que de suggérer aux ménages que, dans un avenir plus ou moins proche, leurs contributions risquent d'être moins élevées.

Politiquement et dans les mots de John Rawls, le libéralisme social a pour fondement «la large dispersion de la propriété des

atouts productifs», mais aussi «la large dispersion du capital humain (...) accompagné par la juste égalité des chances».

John Rawls estime que les talents librement exprimés devraient avoir accès aux carrières ouvertes à tous, «l'idée ici est que les positions ne doivent pas seulement être ouvertes à tous en un sens formel, mais que tous devraient avoir une chance équitable d'y parvenir». C'est ce sens de la justice sociale présent dans le libéralisme social qui devrait par exemple permettre la libre expression de talents en compétition pré-électorale que ce soit au niveau de l'État ou au niveau interne aux partis politiques. Dans le même sens, pour John Stuart Mill, la diversité d'opinions est avantageuse pour toute société humaine, et, serions-nous tentés de rajouter, surtout pour celle qui se dit libérale.

Selon moi, ce qui est saillant dans le libéralisme social, c'est bien évidemment la place du social. C'est la place des relations sociales dans le développement des capacités individuelles qui caractérise le libéralisme social. En d'autres mots, c'est d'empathie que sont faites, ou devraient être faites, les relations sociales.

Manque d'empathie

Par exemple, si la communication politique est l'art de persuader et de vendre son produit politique en périodes pré-électorales (une relation à sens unique avant les élections), la communication politique d'un gouvernement par ailleurs légitimement et démocratiquement formé ne devrait pas, au regard des valeurs défendues par le libéralisme social, s'attacher à dire aux citoyens ce qu'il fait mais tout au contraire faire comprendre aux citoyens ce qu'il fait, ce qu'il compte faire, pourquoi il le fait et comment il le fait.

Se contenter de répéter ce que le gouvernement fait, sans comprendre que ce qu'il fait et que ce qu'il dit qu'il fait ne sont pas compris est un formidable manque d'empathie.

John Stuart Mill nous disait: «Celui qui ne connaît que ses propres arguments connaît mal sa cause» pour souligner l'importance des contacts sociaux, des échanges d'idées et de la connaissance de l'autre dans une société humaine.

C'est ce manque d'empathie qui pousse les groupes sociaux à s'affronter, au lieu d'échanger des arguments, dans les circonstances que nous connaissons actuellement dans un débat où chacun réclame la liberté de pouvoir exercer ses droits et où l'on oublie que des droits sont reliés à des devoirs, notamment celui de corriger les inégalités produites par essence par la liberté accordée à l'entreprise.

Car ce que le caractère social du libéralisme social arrive à comprendre, c'est justement que lorsque l'entreprise privée est libérée de devoirs exigés d'elle par la vie en société, rien ne l'oblige à agir comme les politiques économiques mises en place

par le gouvernement lui suggéreraient d'agir.

«Permettre» la création d'emploi n'est pas «créer»...

En guise d'exemple, l'on nous dit que l'une des mesures phares du gouvernement, à savoir le saut d'index, permettra la création de 30 à 50 000 emplois. «Permettre» la création d'emplois ne veut pas dire que les emplois vont être créés mais que les conditions pour qu'ils le soient vont être créées.

Moi-même ancien indépendant en personne physique, je peux témoigner que même si les conditions pour embaucher sont rendues plus avantageuses, l'embauche ne se fait que lorsque le personnel qualifié est disponible sur le marché du travail, que lorsque ces conditions sont maintenues dans un temps long et qu'à la condition que les possibilités financières de l'entreprise le permettent.

Il est faux de penser qu'automatiquement, parce que le coût du travail sera diminué, les entreprises vont, de leur propre chef, embaucher. C'est oublier que la liberté de l'entreprise est une valeur centrale au libéralisme et que cette même liberté est encadrée par le libéralisme social.

Cette confusion faite par le MR lorsqu'il refuse de qualifier de social le libéralisme qu'il semble promouvoir – ce refus d'utiliser l'adjectif social après le mot libéralisme – s'explique sans doute par la prégnance illimitée de l'idéologie dans le tournant que prend le MR aujourd'hui. Un troublant amalgame entre opinions et actions sévit au sein du parti.

Notre frère Mill nous avait pourtant prévenu: «Personne ne soutient que les actions doivent être aussi libres que les opinions. Au contraire, même les opinions perdent leur immunité lorsqu'on les exprime dans des circonstances telles que leur expression devient une instigation manifeste à quelque méfait». L'urgence d'une correction des opinions émises par le MR au regard de ce que son action pourrait trouver de légitimité dans notre société belge se fait plus que jamais sentir.

Corriger les excès du libéralisme

Alors, non, le libéralisme n'est pas social par essence. Il y a le libéralisme et le libéralisme social qui corrige les excès du libéralisme. Refuser de qualifier de social un libéralisme qu'on voudrait social relève soit d'une méconnaissance des termes (on confond les deux), soit d'une utilisation des termes à des fins de communication (on dit que le libéralisme promu est social alors qu'il n'en est rien), soit d'une norme à atteindre (on voudrait faire du libéralisme social sans y parvenir).

La doctrine est là, nul besoin de la faire évoluer. C'est pourquoi, si on fait du libéralisme social, il faut employer l'adjectif

derrière le mot pour le différencier du libéralisme «sauvage» dont personne ne veut en Belgique et tant qu'à faire, lier les actes à l'adjectif ne serait pas mal non plus. Si toutefois c'est le fait de placer l'adjectif derrière le mot qui rebute le MR, plaçons-le devant, le social-libéralisme, ça sonne bien aussi.

EXPRESS

Ce qui est saillant dans le libéralisme social, c'est la place du social. En d'autres mots, **c'est d'empathie que** sont faites, ou **devraient être faites, les relations sociales.**

En ce sens, **la communication politique du gouvernement** ne **devrait** pas s'attacher à dire aux citoyens ce qu'il fait mais au contraire **faire**

comprendre aux citoyens ce qu'il fait, ce qu'il compte faire, pourquoi il le fait et comment il le fait.

Il est par exemple **faux de penser** qu'automatiquement, **parce que le coût du travail serait diminué, les entreprises vont**, de leur propre chef, **embaucher.**

Si c'est le fait de placer l'adjectif derrière le mot qui rebute le MR, plaçons-le devant, le social-libéralisme, ça sonne bien aussi.

En sa qualité de président du MR, Olivier Chastel a récemment soutenu dans nos colonnes que «par essence, le libéralisme est social»; ce qui n'est pas exact, selon Laurent Uyttensprot (ULB). © TIM DIRVEN